

Discours du Président Elio Di Rupo au Conseil de l'Internationale Socialiste à New York



La gauche à la reconquête des cœurs

Cher Georges,
Cher Luis,
Mes Chers Amis,

Tout d'abord, je voudrais vous dire le plaisir que j'éprouve à me retrouver en famille.

Oui, pour moi, ma famille politique dépasse mon pays, dépasse l'Europe pour embrasser le monde.

Ma famille politique, c'est vous.
C'est l'Internationale socialiste.

Je suis donc ravi de vous revoir et de travailler avec vous.

Nous avons mené tant de combats ensemble.

Nous avons rencontré tant de succès.

Ensemble, nous pouvons encore beaucoup.

Le monde a besoin de nous !

Mes chers Camarades,

Luis m'a demandé de vous parler de la social-démocratie en Europe.

Ce que je fais avec plaisir.
En n'oubliant pas que chacun de nous, ici présent, a des réalités nationales différentes.

Et que nous devons nous garder de généraliser les analyses et les remèdes.

Chaque pays a ses spécificités.

Mes chers Camarades,

Je ne peux pas vous parler de la social-démocratie en Europe sans vous parler de l'Europe elle-même.

Car l'Europe fait face à une triple crise : la crise économique, la crise financière et la crise migratoire.

Mais elle est aussi, et peut-être surtout, confrontée à une crise existentielle.

Après des décennies d'élargissements successifs, l'Union européenne connaît pour la première fois le retrait d'un de ses Etats membres.

Le Royaume-Uni a décidé de la quitter.

Le « Brexit », comme il est convenu de l'appeler, est symptomatique d'une Europe en recherche de repères.

Le vote des citoyens britanniques exprime un rejet de la libre-circulation des personnes et un rejet des migrations.
Ce repli sur soi est révélateur de la montée de conservatismes et des populismes sur le continent européen.

Ce qui s'est produit en Grande-Bretagne pourrait se produire, demain, à peu près partout en Europe.

Sur le plan politique, la situation des partis socialistes et sociaux-démocrates en Europe est très préoccupante.

Sur les 27 pays de l'Union européenne actuelle, notre famille politique ne compte que 8 Premiers ministres de gauche.

L'un d'entre eux, Alexis Tsipras en Grèce est de gauche radicale.

Et un autre, Robert Fico, en Slovaquie, s'est allié à l'extrême-droite nationaliste.

Nous n'avons donc que 6 Premiers ministres vraiment socialistes ou sociaux-démocrates.

Cela représente 1/5e seulement des chefs d'Etat et de gouvernement au sein de l'Union européenne.

La droite bénéficie donc d'une majorité écrasante en Europe.

Et la politique menée sur le continent européen est celle d'un néolibéralisme débridé.

Dans ce contexte, plusieurs partis socialistes et sociaux-démocrates importants en Europe sont malheureusement mal en point.

Le PvdA aux Pays-Bas est passé de 25 à 5% lors des législatives de 2017.

En Grèce, le Pasok a dégringolé de 40% en 2009 à 5% en 2015.

En France, le candidat socialiste à l'élection présidentielle, Benoît Hamon, n'a obtenu que 7% des voix.

A l'Assemblée nationale, le groupe socialiste est passé de 289 sièges à 31.

Les élections à venir dans les prochains mois en Allemagne, en Italie, en Autriche sont à haut risque.

Comment expliquer une telle situation ?

Avec l'arrivée de Ronald Reagan aux USA et de Margaret Thatcher au Royaume-Uni, nous avons assisté, à la fin des années 1970 et dans les années 1980, à un véritable retournement socio-économique.

Ce retournement a profondément affecté la famille social-démocrate.

La vague néolibérale s'est faite de plus en plus puissante.

Les tenants du néolibéralisme ont imposé une vision de la société basée sur la seule logique de la maximisation du profit et de la dérégulation du marché.

Aujourd'hui, l'hégémonie néolibérale est forte.

Partout, elle a réussi à faire reculer le rôle des Etats. Le rôle des pouvoirs publics.

L'hégémonie néolibérale a permis aux puissances financières d'imposer leur logique dans toutes les couches de la société.

Qu'il s'agisse d'initiative économique, de protection sociale ou de culture, les pouvoirs publics sont hélas de moins en moins présents.

Et, les citoyens ont l'impression que leurs services publics ne jouent plus leur rôle protecteur, ni leur rôle émancipateur.

A cette vague néolibérale, il faut ajouter la globalisation économique.

La globalisation s'est faite trop vite, beaucoup trop vite.

En quelques années à peine, elle est devenue une réalité pour la planète entière.

Malheureusement, elle n'a pas été encadrée comme elle aurait dû l'être.

Avant toute chose, il aurait fallu imposer des normes sociales, environnementales et sanitaires minimales.

Nous aurions ainsi évité la concurrence déloyale généralisée telle que nous la subissons aujourd'hui.

Les pays très avancés sur les plans sociaux et économiques ont été les plus durement frappés.

Mais, les pays en développement ont été, pour leur part, contraints de produire au plus bas prix.

Des millions de travailleurs ont été maintenus dans une forme de misère.

Les grands gagnants de la mondialisation sont les multinationales et le monde de la finance.

Et les perdants sont les citoyens et les partis socialistes, défenseurs des travailleurs et des droits sociaux.

Mes chers Camarades,

Un peu partout en Europe, comme dans le reste du monde d'ailleurs, on assiste actuellement au repli sur soi et au rejet de l'autre.

Dans ces conditions, les partis socialistes et sociaux-démocrates sont souvent désemparés.

Jusqu'à l'arrivée de la vague libérale, nos partis pouvaient s'appuyer sur certaines certitudes.

Je peux citer :

- une croissance économique relativement soutenue ;
- des relations sociales entre patrons et syndicats relativement apaisées ;
- des avancées sociales obtenues grâce aux participations dans les gouvernements.

Plus rien de cela n'est garanti aujourd'hui.

Nos partis sont totalement bousculés.

Ils sont mis en difficulté à chaque élection.

Ils connaissent des épreuves jamais vues depuis plus d'un siècle.

L'austérité européenne n'a fait qu'aggraver les choses.

Pour beaucoup trop de citoyens, les socialistes et les sociaux-démocrates semblent ne plus servir à rien !

Ils sont perçus comme incapables de les protéger contre les conséquences très négatives de la crise.

C'est profondément injuste.
Mais hélas, c'est le climat général qui règne.

Ceci explique très certainement le succès de l'extrême gauche, de la gauche radicale.

Mais aussi, hélas, de l'extrême droite et des divers mouvements populistes.

Alors, que faire ?

Comment incarner à nouveau le progrès, la protection sociale, l'élévation du niveau de vie pour tous ?
Je pense que nous devons être beaucoup plus déterminés dans la dénonciation des méfaits de la globalisation.

Nous devons revendiquer sans complexe l'harmonisation vers le haut des normes sociales, environnementales et sanitaires.

Nous devons le faire en intégrant les difficultés des pays en développement.

Mais aussi en les aidant à progresser grâce à des normes de référence.

Nous devons également plaider pour que la globalisation contribue à la réduction des inégalités et à l'éradication de la pauvreté.

Et puis, il y a l'évolution technologique.

Vertigineuse.

Face aux nouvelles réalités économiques engendrées par les nouvelles technologies, nous devons aussi inventer de nouvelles formes de protections sociales.

La révolution numérique ne porte pas le progrès social en elle.
Si nous ne l'imposons pas, le progrès social ne tombera pas du ciel.

Je pense bien sûr à l'ubérisation du monde du travail.
L'apparence est moderne, mais le contenu nous ramène cent ans en arrière.

Dans ce nouvel univers technologique, les travailleurs sont sous-payés et leur protection sociale est proche de zéro.

En tant que socialistes ou sociaux-démocrates, nous devons refuser cette précarité.

Si nous ne le faisons pas, les citoyens ne nous le pardonneront pas.

Un autre problème fondamental est la protection de notre planète.

Nous devons exiger que la mondialisation contribue aussi à un développement soutenable et à la lutte contre le réchauffement climatique.

C'est dans cet esprit que j'associe le défi environnemental au défi social.

En réalité, ce sont deux défis complémentaires.

Les socialistes doivent les traiter simultanément.

Je plaide donc pour la mise en œuvre d'un projet collectif mobilisateur, un projet du socialisme rénové.

C'est ce que j'appelle l'écosocialisme.

Le projet écosocialiste poursuit une triple ambition pour les citoyens, d'aujourd'hui et de demain :

1. assurer un accès juste et durable aux ressources naturelles,
2. partager équitablement les richesses et
3. favoriser les échanges humains.

Il y a enfin des thèmes pour lesquels nous devrions être plus clairs et plus en pointe comme :

Les droits de l'homme ;
Les droits des migrants ;
Le futur des jeunes ; ou
La généralisation, partout, de la parité homme/femme.

Mes chers Camarades,

J'en termine.

Je sais que les constats sont sévères.

Je sais que nous ne sommes pas majoritaires en Europe et dans le monde, loin de là.

Mais je sais aussi que la révolte, parfois sourde, des citoyens est grandissante.

Notre responsabilité est de canaliser cette révolte.

Nous devons transformer les frustrations, les indignations, en une puissante force de progrès social.

Ma conviction est que les citoyens, tant en Europe que dans le reste du monde, ont besoin des partis socialistes et sociaux-démocrates.

Durant toute notre histoire, nous avons affronté de grandes difficultés.

Il y eut des épreuves terribles.

Des guerres, des révolutions, des dérives totalitaires.

Et pourtant, nous sommes toujours là.

Avec nos valeurs, avec nos convictions et avec notre capacité de transformer le réel.

Soyons dignes de nos prédécesseurs, et soyons à la hauteur des enjeux de notre époque.

Je suis certain que le socialisme a un grand avenir.

A nous de lui donner forme.

A nous également de redonner de l'espoir aux citoyens du monde entier !

Je vous remercie de votre attention.